

EN MARCHÉ I

# Caminando!

Bulletin de réflexion et d'engagement

Volume X, no 3, Août 1989

## Pleure, pleure Argentine, Tes enfants morts sans justice



Photo de la Vierge de Tilcara portant le foulard des Mères de la Place de Mai

# Pourquoi parler de l'Argentine ?

Si nous avons choisi de parler de l'Argentine dans ce numéro du *Caminando*, c'est bien sûr en raison des événements importants qui se sont déroulés dans ce pays durant les derniers mois et dont nous faisons état dans les articles qui suivent. Mais c'est également en raison des menaces et de l'intimidation dont sont l'objet certains prêtres engagés auprès des pauvres.

Le *Dial* de juin 89 rapportait à ce sujet des faits troublants. *Dial* reproduit en effet un texte d'un dénommé Ramon Vasquez, publié dans le journal de Buenos Aires, *El Informador*, le 31 mars 89 et qui vise immédiatement un prêtre argentin qui a pris la défense de quelque deux cents familles de paysans sans terre dans la province de Santiago del Estero, au nord-ouest de l'Argentine. Le P. Roberto Killmeate, curé de Los Jurios, a en effet défendu les paysans dans le conflit qui les oppose à la société "La financiera de Buenos Aires", propriétaire de 90,000 hectares.

Et voici l'accusation portée contre le P. Roberto par *El Informador*:

"D'après nos informateurs, ce prêtre dont le nom de famille est Killmeate, aurait été à la tête d'un groupe armé qui menaçait les propriétaires terriens d'origine européenne de la localité de Los Jurios pour exiger d'eux qu'ils remettent leurs propriétés à des paysans indiens ou de maigres ressources. En plus de sa prédication de "lutte des classes", (...) le P. Roberto était en lien avec le prêtre Eloy Roy, ancien curé de Tilcara, lequel aurait à son tour oeuvré en accord avec le Frère Puigjané (*Note de Dial*: le Frère Puigjané s'est en particulier fait connaître pour son soutien au mouvement des Mères de la Place de Mal. Suite aux événements de l'attaque de la caserne de La Tablada par des membres du "Mouvement tous pour la patrie" du 23 janvier 89, il a été mis en état d'arrestation le 2 février suivant.)

Toujours selon *Dial*, "viennent ensuite pêle-mêle dans cet article du 31 mars d'*El Informador*, les "révélations" de l'auteur: l'église populaire, l'attaque de la caserne de La Tablada, les staliniens de Moscou, les trotskystes de Londres, le Parti communiste polonais, les théologiens de la libération, Fidel Castro, la guerilla péruvienne du Sentier lumineux, le projet biblique Parole et Vie des religieux d'Amérique latine... le tout relié par le fil conducteur de représentants du Vatican membres de la Commission pontificale pour l'Amérique latine!

Ce n'est pas un hasard si cette campagne d'opinion en Argentine suit de près le désaveu public, par le Conseil épiscopal latino-américain et le Vatican, du projet de formation biblique "Parole et Vie". (1)

Ce n'est pas un hasard non plus si nous avons choisi de donner la parole, dans le *Caminando*, à l'un de ces prêtres victimes de répression, le Père Eloy Roy.

# L'Argentine en effervescence

L'Argentine est en effervescence. Le 14 mai dernier, un nouveau président, péroniste, Carlos Saul Menem, accède au pouvoir. Au même moment, de violentes émeutes "de la faim" éclatent à Rosario, ville située à quelques 300 km au nord-ouest de la capitale, Buenos Aires. Les gens pillent littéralement les supermarchés d'alimentation. Avec une inflation de 3% par jour, 143% par mois, 4,848,172% par année selon le *New York Times* (26-06-89), on peut facilement comprendre que si certains s'enrichissent, la grande majorité s'appauvrit.

Ces émeutes donnent lieu à une sévère répression: plusieurs morts et au moins 2000 arrestations bien qu'aucun bilan officiel n'était encore disponible à ce sujet selon *La Presse* du 1er juin 89 (2) Révélateurs de la grave crise économique que traverse le pays, ces événements ne semblent pas avoir eu pour effet de sonner l'alarme auprès des autorités gouvernementales. La réaction officielle, tant celle du président sortant, Alfonsín, que celle du nouveau président, Menem, (sans parler évidemment de celle des forces armées), a plutôt été de chercher un bouc-émissaire. D'un commun accord, ils ont tous désigné une petite organisation d'extrême-gauche, Todos por la Patria (Tous pour la Patrie) comme étant l'instigatrice et la principale responsable de ces troubles.

De l'incroyable dette extérieure du pays (60 milliards de \$US), de la spéculation financière devenue le sport national de la bourgeoisie argentine, des déplacements de capitaux à l'étranger par cette même classe dirigeante laissant le pays sans possibilité de faire face aux besoins criants de la population, jamais n'en est-il question dans l'analyse des événements de Rosario. Ce que souligne d'ailleurs dans son éditorial la revue *Paz y Justicia* (dirigée par Perez Esquivel, prix Nobel de littérature) (3)

"Nous désirons attirer votre attention sur l'irresponsabilité du gouvernement dans la gestion de cette situation. En premier lieu le gouvernement n'a pas pris les moyens nécessaires pour prévenir cette crise sociale au moment où on pouvait en déceler les signes avant-coureurs. Deuxièmement ce n'est pas par des moyens tels: l'Etat de siège, la répression, la militarisation de la société, l'emprisonnement des gens, qu'on va régler les conflits. Il est évident que la campagne entreprise — avec la complicité de certains moyens de communication — pour attribuer à certains groupes politiques marginaux la responsabilité de ces événements, vise à laisser impunis les grands spéculateurs financiers, véritables responsables de cette crise". (3)

## QUI EST LE NOUVEAU PRÉSIDENT ET COMMENT FERA-T-IL FACE À LA SITUATION ?

Pour reprendre les propos de Guy Lafleur dans *Ici l'Amérique latine*, "si Menem a su susciter et recueillir la ferveur du sentiment péroniste encore vif dans la population, on ne peut dire qu'il a offert un clair programme de gouvernement ou de sortie de crise à l'électorat". (4)

Dis-moi qui tu fréquentes... Menem, en effet, a dû s'associer à des forces plutôt suspectes pour parvenir au pouvoir:

- rapprochement avec la droite du péronisme contre le mouvement de rénovation initié par Cafiero afin de s'assurer d'abord la nomination au sein du parti. En effet, sur le plan interne, Menem a pu s'appuyer sur le Comando de Organización, celui-là même qui avait organisé le massacre de la gauche du péronisme lors du retour de Peron en 73;

- alliance avec la faction la plus nationaliste et la plus fasciste de l'armée, celle qui a tenté à trois reprises de renverser Alfonsín; cette aile était dirigée par le colonel Mohammed Ali Seneghdin, un catholique intégriste et lefebvriste, près de l'Opus Dei et qui a fait ses tentatives de coup d'état, surtout la dernière, au nom de la Vierge del Valle, une des vierges les plus populaires du pays;

- au niveau du syndicalisme, Menem s'est appuyé sur la "mafia" syndicale, la vieille bureaucratie des tueurs, dirigée par Lorenzo Miguel.

Ces alliances, contre-nature diraient certains, font plutôt partie des contradictions du péronisme où l'on peut retrouver tout le spectre des diverses tendances: de l'extrême-droite (symbolisée en 73 par la Triple Alliance anti-communiste d'Argentine) à l'extrême-gauche symbolisée par les Montoneros (guerrilla) combattue avec acharnement par la Triple A. Cette guerre interne a d'ailleurs ouvert la porte, en

1975, à la dictature militaire, celle-là même qui allait perpétrer un véritable génocide du peuple argentin: 30,000 disparitions forcées en quelques années, des dizaines de milliers de torturés, plus de cent mille exilés!

## ET LES DISPARITIONS FORCÉES ?

Selon le journal des Mères de la Place de Mai (Juillet 89), Menem s'apprête à poursuivre la même politique qu'Alfonsín en ce qui a trait aux disparitions forcées, à savoir une politique d'impunité... Sous un titre provocateur "Amnistie pour les auteurs de génocides et de coups d'Etat: Menem-Alfonsín: politique d'impunité", les Mères démontrent que justice n'a pas encore vraiment été rendue:

-pour le génocide, sept responsables seulement ont été condamnés dont six purgent effectivement des

peines de prison... mais dans des conditions très spéciales: un tel aurait été vu au mariage de sa fille, un autre demeure dans une prison de luxe et sort les fins de semaine, un autre aurait été vu circulant dans la rue régulièrement, un autre enfin a été aperçu dans une pâtisserie prenant son café et lisant son journal bien tranquille, près de l'hôpital militaire...!!!. Dix-huit sont actuellement en procès dont sept seulement sont détenus.

-pour les Malvinas, (guerre perdue contre l'Angleterre), la "justice" n'a pu trouver et condamner que trois responsables;

-pour les trois coups d'Etat, la "justice" militaire a intenté des poursuites contre 92 militaires mais moins d'une douzaine sont effectivement emprisonnés...

Toujours selon le journal des Mères de la Place de Mai, Alfonsín aurait offert à Menem de signer une sorte d'indulgence générale avant d'abandonner le

pouvoir, de façon à créer pour le futur président les bases nécessaires permettant de "panseur les blessures ouvertes de la société argentine" pour reprendre les propos mêmes tenus par Menem (La Nación 29-06-89). Selon Alfonsín, "si quelqu'un possède l'autorité morale pour parler en ces termes, c'est bien Carlos Menem, persécuté, torturé et emprisonné pendant cinq ans." Mensonge !!! répliquent les Mères de la Place de Mai. La seule autorité morale appartient aux 30,000 disparu-e-s, à leurs mères, enfants et épouses qui réclament justice et emprisonnement pour les auteurs du génocide de toute une génération d'argentin-e-s qui ont affronté la dictature au prix de leur propre vie." (5)

Le journal affirme que la politique de Menem tient en deux points: indulgence pour le personnel militaire actuellement en procès et commutation de peines pour ceux qui ont déjà des sentences.... À suivre !!!



## QU'EST-CE QUI PLAÎT TANT À L'ÉGLISE CATHOLIQUE DANS LE RETOUR DE L'ARGENTINE AU PÉRONISME ?

Ce que l'élection de Menem promet selon la revue *L'Actualité religieuse dans le monde*, "c'est une amélioration des relations entre la hiérarchie catholique et le pouvoir exécutif argentin.

Depuis 1983, sous l'administration du radical Alfonsín, celles-ci furent souvent tendues. Le radicalisme argentin (...) sans être anticlérical, se veut toutefois profondément laïc. Les pierres d'achoppement avec l'Église furent nombreuses. La politique d'éducation du gouvernement fut critiquée par le clergé qui déplore "le manque de références morales et l'absence de toute thématique religieuse" (...) C'est sur le thème du divorce que les dissensions furent les plus vives. "On doit se rappeler en effet qu'en juillet 1986 50,000 personnes défilent dans les rues de Buenos Aires, à l'appel du Cardinal Aramburu, pour protester contre le projet de loi sur le divorce. Quelques mois plus tard, la Commission permanente de l'épiscopat argentin décide d'excommunier les députés et sénateurs qui ne se désolidariseraient pas de ce projet de loi." (7). Le divorce fut cependant légalisé en 1986, avec l'appoint de nombreux votes péronistes.

(...) Avec Carlos Menem, rien de tout cela. L'Église et le péronisme ont pendant longtemps vécu une véritable "lune de miel". Le fondateur du mouvement, Juan Domingo Peron, l'un des personnages clés de l'histoire d'Argentine, fut le premier à imposer dans les années quarante, l'enseignement religieux dans l'ensemble des écoles du pays. Le péronisme s'est largement inspiré de la doctrine catholique en matière d'économie (...) pour justifier de l'intervention de l'État." (6)

On peut également affirmer que si l'Église a appuyé si massivement Peron, c'est que ce dernier symbolisait la montée de la classe ouvrière, une classe ouvrière où l'Église avait perdu beaucoup de son influence à cause du communisme bien sûr mais aussi à cause de l'incapacité de l'Église à faire face aux nouvelles réalités des travailleurs. Peron représentait une chance inouïe pour l'Église: il était profondément catholique, il était contre le divorce, contre le laïcisme des radicaux, il était anti-communiste, il était pour l'enseignement religieux dans les écoles publiques.

Cette lune de miel aura duré jusqu'en 1954. À partir de ce moment, "c'est un Peron en perte de pouvoir qui s'est heurté à l'Église. Une escalade aboutit à une crise ouverte au cours de laquelle on vit des églises profanées et qui s'acheva avec le renversement de Peron en 1955. La réconciliation opérée plusieurs années plus tard, du vivant même de Peron, est consacrée avec Carlos Menem.

Lors du récent scrutin, l'Église s'est abstenue

d'influencer directement le vote des électeurs argentins. Mgr José Maria Aranciaba, le secrétaire général de la Conférence épiscopale, déclarait toutefois dans une interview postérieure aux élections que "la doctrine à laquelle est attaché le parti justicialiste (péroniste) est plus proche des valeurs nationales" que celle du radicalisme (d'Alfonsín). Les "exhortations de l'épiscopat argentin" avant les élections, coïncidaient avec des thèmes sur lesquels s'est clairement prononcé Carlos Menem, qu'il s'agisse de l'avortement, de l'éducation sexuelle ou de l'autorité parentale.

À propos de l'avortement, Menem aurait déclaré: "la société ne peut s'arroger des droits sur la vie des personnes comme ce serait le cas si l'avortement était permis. La légalisation de l'avortement violerait les convictions profondes et valables du peuple argentin." Il déplorait les programmes d'éducation sexuelle actuellement en vigueur car ils imposent, selon lui, une conception "matérialiste et frustrante de l'homme". Il s'engageait enfin à "démasquer ceux qui avec impunité incitent à des politiques contraires à la vie et cherchent à diminuer la légitime et nécessaire autorité paternelle." (6) ..... que les femmes se le tiennent pour dit!

Une telle pureté morale ne peut qu'édifier les bigots... surtout lorsqu'elle s'accompagne d'un laxisme bienveillant au niveau économique envers les riches possédant-e-s qui créent la misère de la grande majorité. L'éditorial du *Journal des Mères de la Place de Mai* est sans équivoque: "Docteur Menem: au moment de votre accession au pouvoir, nous tenons à vous rappeler que pour imposer une politique de la faim, il vous faudra énormément de pouvoir pour soumettre ces millions d'Argentin-e-s qui disent: ASSEZ!" (5)

---

### SOURCES:

- 1- Dial, Juin 1989
- 2- La Presse 01-06-89
- 3- Ici l'Amérique latine, Juin 89
- 4- Paz y Justicia Junio de 1989
- 5- Journal des Mères de la Place de Mai (Juillet 89)
- 6- *L'Actualité religieuse dans le monde* 15 Juin 1989 no 68.
- 7- Albert Longchamp, Alain Perrot, Sylvain de Pury, L'honneur perdu des évêques argentins: la collaboration des évêques catholiques dans la pratique des disparitions forcées et de la torture (2e édition revue et augmentée), Cahiers de l'Association internationale contre la torture, Section Suisse, Juin 1987.
- 8- Tiré d'un document de Développement et Paix, "Ce que vous faites aux plus petits", Automne 1979.

# Pleure, pleure, Argentine, tes enfants morts sans justice !

**Entrevue avec Rosaire Roy, p.m.é., missionnaire en Argentine, réalisée par Lorraine Guay et Nicole Leduc.**

Le Père Roy a vécu en Argentine de 1977 à janvier 1989, les huit dernières années à Tilcara, province de Jujuy. Tilcara est situé dans le nord-ouest du pays, tout près de la frontière bolivienne. C'est une "quebrada", une sorte de grand canyon qui s'est creusé dans le haut-plateau et qu'on appelle la Puna. A 80 km de la capitale provinciale, Tilcara en est quand même suffisamment isolé. "C'est un autre monde, le monde de la Puna".

## LA FAIM ET LES PÉRONISTES

***Caminando : L'Argentine est un grand exportateur de viande et de blé. Comment expliquer qu'aujourd'hui on y souffre de la faim, au point de solliciter une aide alimentaire du Canada ?***

Rosaire : Ca fait quelque temps que l'Argentine se dirige vers la banqueroute. Elle est ruinée par une dette extérieure dont elle ne réussit à payer les intérêts qu'à coups de nouveaux emprunts. Ainsi, la dette augmente d'année en année, à un point tel que, depuis un an, on a été obligé de suspendre les paiements. En représailles, les crédits internationaux sont coupés. Mais, ces derniers temps, c'est la catastrophe. L'inflation frise les 5,000,000 %. Que s'est-il passé ? Des élections viennent d'avoir lieu, et le parti péroniste a remporté une victoire éclatante. C'est un parti qui fait peur, parce que c'est le parti des ouvriers et du petit peuple; un parti de réformes sociales, mais avec une feuille de route de populisme, de démagogie et de fascisme. La classe possédante, prise de panique, achète des centaines de millions de dollars à n'importe quel prix; puis elle les sort du pays pour aller les enfouir dans les banques de l'Uruguay, ou ailleurs, à l'étranger. Rosaire La monnaie nationale, l'austral, s'effondre. On ne peut plus acheter, il n'y a donc plus rien à vendre. L'eau étant coupée, le moulin s'arrête, et c'est la faim. Suivent les pillages des supermarchés et

les émeutes. L'état de siège est décrété. La gauche est accusée d'être à l'origine des troubles et ses principaux dirigeants sont mis derrière les barreaux. Le coup est monté par la droite et c'est la gauche qui paie. Une histoire qui n'est pas nouvelle.

***Caminando : Les péronistes, alors, sont dans le pétrin! Comment Menem, le nouveau Président, pourra-t-il s'en sortir ?***

Rosaire : Peut-être par un de ces bons coups de main du Fonds monétaire international, qui lui donnera une chance tout en grossissant la facture. Il lui faudra bien aussi céder, du moins en partie, au chantage de ceux qui le tiennent à la gorge, en leur donnant à peu près toutes les garanties qu'ils attendent, de manière à ce que, une fois remis en marche, le moulin tourne en faveur, non pas tellement de ceux qui travaillent le grain, comme de ceux qui contrôlent l'eau... Comme toujours, quoi !.

***Caminando : Crois-tu que le peuple va accepter cela ?***

Rosaire : On lui remplira la tête de si émouvants discours sur la nécessité de se sacrifier pour le plus grand bien de la Patrie, qu'il pourrait bien finir par se résigner. Rosaire Autrement, on devra s'attendre au pire. Une importante faction militaire, qui détient les plus hauts postes de commandement dans l'Armée, appuie inconditionnellement le secteur ennemi du péronisme (qui est le secteur privé composé à la fois de nationalistes et de libéraux vendus à l'impérialisme).. Ce ne sont pas des gens qui ont l'habitude de jouer. Rosaire Mais ils ont affaire à un Menem qui ne se rendra pas si facilement. Il a derrière lui tout un "peuple péroniste", qui est capable de faire beaucoup de grabuge. Et il peut compter aussi sur les services empressés de l'autre faction de l'Armée, qui se caractérise par un nationalisme à outrance, ainsi que d'une partie du secteur financier, de même tendance. L'affrontement pourrait être terrible. On tâchera donc de l'éviter, en laissant à Menem assez de liberté pour pouvoir augmenter ses revenus et faire, au moins, de la "petite" politique.



### TILCARA: UNE PERCÉE CHEZ LES PAUVRES

**Caminando :** *Tilcara est un nid perché dans les montagnes du nord-ouest argentin. Là, habitent les Koyas, frères et soeurs des Aymaras et Quéchuas de la Bolivie et du Pérou. C'est là que tu as fait la mission pendant huit ans. Il y a quelques mois, tu as été forcé de partir.*

**Rosaire :** Je me suis beaucoup attaché à ce pays et à ces gens. J'ai appris d'eux à aimer la Terre comme une Mère. Une Mère qui a le visage de Dieu au service de tous et de toutes. La redécouvrir est une grande chance pour la justice et la fraternité universelle. Elle est chemin de sagesse et de vie. Aussi nous avons pris dans nos mains la terre de Tilcara, la terre de sa culture, de sa réalité sociale et de sa foi; nous l'avons pétriée avec la Parole de l'Évangile, et une vingtaine de petites communautés en sont nées. Ensemble nous avons appris à nous connaître et à nous aimer; à devenir plus conscients, à comprendre le pourquoi des choses, le pourquoi de la pauvreté, de la misère, de la marginalisation. Peu à peu, nous nous sommes donné des instruments pour réfléchir et grandir ensemble;

pour nous entraîner aussi à partager et à servir, afin de ne jamais devenir à notre tour de nouveaux créateurs d'humiliation et de misère. Grâce à une aide venue du Canada, mais surtout à un désir d'engagement des communautés, nous avons mis sur pied un Centre d'animation et de capacitation communautaire, une garderie pour les enfants les plus démunis, une boucherie populaire, un service de promotion des artisans, deux petites coopératives de consommation, et ce que j'appellerais un "embryon" de ferme expérimentale. Nous cherchons en tout à atteindre l'autogestion et à marcher à partir de nous-mêmes et de notre solidarité dans un même sort et une même espérance.

### JESUS DE TILCARA: .... UNE BOMBE !

**Caminando :** *Ce travail, cependant, agace certaines personnes. On en vient à te faire de sérieux ennuis. Qu'est-ce qui a provoqué cette réaction ?*

**Rosaire :** Une histoire de droits humains. Comme tout le monde le sait, les droits humains ont été "olympiquement" foulés aux pieds, en Argentine, lors de la dernière dictature. On sait peut-être moins que, malgré le retour du pas à la démocratie, l'appareil répressif de cette dictature est toujours en place et en parfaite santé. Bien que les principaux commandants des juntas militaires de cette période de terreur aient été jugés et mis en prison, un grand nombre de personnages, aussi sinistres qu'eux, continuent d'occuper des postes importants dans la société et dans les structures de l'État. Ces gens sont loin d'être à bout de moyens pour que la justice couvre leurs crimes et les traite comme des héros. Trois tentatives de coups d'État contre le gouvernement de M. Alfonsín sont là pour le prouver. Afin de survivre, le gouvernement a dû plier, en concédant, au bout du fusil, les lois du "Point final" et de "L'obéissance due". Par ces lois, on décrète que les crimes les plus atroces, commis par obéissance aux supérieurs, ne sont pas des crimes... Une fois ce principe établi, les criminels sont décorés et promus. Mais voilà que les Mères de la Place de Mai, dont les enfants, au nombre de 30,000, ont été victimes des disparitions forcées pratiquées par tous ces fidèles et obéissants "héros", ne le prennent pas sur le même ton. On ne fera que les traiter davantage de "folles" et de "subversives". Pendant ce temps, dans l'Église, les théologiens de la réconciliation-à-tout-prix se frottent les mains. Mais à Tilcara, nous qui avons connu de près quelques Mères de la Place de Mai et qui avons eu la chance de travailler avec elles, nous avons senti que l'Évangile attendait de nous, en tant que communauté chrétienne, une adhésion publique à la cause défendue par ces femmes. La célébration du Vendredi-saint 1988 devait nous en fournir l'occasion.

## Coupable d'avoir aimé !

“Après l'assassinat par la police de deux de ses prêtres — les Pères Longueville et Murias —, l'évêque Angelelli, ardent défenseur des droits humains, sera lui-même victime d'un étrange “accident” d'automobile le 4 août 1976. “Le sang répandu deviendra semence” avait-il déclaré aux obsèques des deux prêtres.

Depuis son arrivée à la Rioja en 1960, il s'était infatigablement engagé pour ceux qui souffraient le plus: “A mesure que ma fourgonnette allait dévorant les kilomètres, mon coeur allait s'élargissant et s'emplissait des espoirs et des peines du peuple.” Cela lui valut de fortes oppositions comme celle des catholiques intégristes qui l'agressèrent à l'occasion d'une visite à Anillaco, et détruisirent plus tard la chapelle, la maison des religieuses et le siège du mouvement rural diocésain de la paroisse d'Aminga.” (8)



**Caminando : Nous nous reportons donc au Vendredi-saint de l'année dernière à l'église de Tilcara. Il y a une foule immense qui remplit l'église et la place. La majorité sont des pauvres et des paysans; mais il y a aussi beaucoup de gens qui viennent de différents endroits du pays et qui font partie de l'élite sociale”. La plupart de ces derniers sont venus en touristes “voir” la Semaine Sainte de Tilcara, qui est réputée pour le pittoresque de ses traditions. Dans les premiers bancs de l'église, nous retrouvons un groupe de Mères de la Place de Mai qui portent sur la tête leur insigne: un foulard blanc. C'est là que tu vas poser un geste public de solidarité chrétienne avec ces femmes...**

Rosaire : D'abord il y a l'homélie, où je rappelle que Jésus a été assassiné par les autorités de l'Etat, non seulement pour des questions de catéchisme, mais aussi pour des raisons de politique et de sécurité nationale. (Ici il faut souligner que pour un certain nombre de personnes, en Argentine, la Doctrine de Sécurité nationale tient lieu d'Evangile. Elle a été la Bible de la dictature). Au moment de célébrer la descente de la Croix et de se mettre en marche pour la grande procession de la mise au tombeau, je m'approche de la magnifique statue de la Vierge des Douleurs, qui est vêtue de noir et bientôt sera portée en procession derrière le corps du Christ. Dans la prière, j'explique, en y mettant toutes les nuances possibles, le geste que je m'apprête à poser Rosaire Et, pendant que la foule chante avec grande émotion “Pleure, pleure, Argentine, tes enfants morts sans justice...”, je couvre du foulard blanc des Mères de la Place de Mai la tête de la mère du Crucifié. C'est la bombe ! A la porte de l'église, des individu-e-s, élégamment vêtu-e-s, au bord de l'apoplexie, m'injurient, me traitent d'infiltré, de marxiste, d'apatride et d'antéchrist. Avec une autorité

de propriétaires de la vérité, de l'Église, du pays et de la vie des humains, ils me somment de quitter l'Argentine sur-le-champ. Le lundi de Pâques, l'Evêque et la majorité de son clergé m'invitent à en faire autant. Trois jours plus tard, un communiqué émanant de l'Evêché est transmis par les médias et lu, le dimanche suivant, dans toutes les églises du diocèse.

Dans ce communiqué, l'Evêque et son clergé réprouvent de façon catégorique le signe du foulard blanc qui associe la Vierge aux Mères de la Place de Mai, en rappelant que Marie est Mère de **tous** les hommes et de **toutes** les femmes, et en signalant que le geste posé offense l'amour Rosaire Une grande polémique s'ouvre dans les journaux; je suis élevé aux nues par les uns et envoyé au fond des enfers par les autres. Tout se ramène finalement à une seule question: si Jésus vivait aujourd'hui en Argentine, à Tilcara ou à Jujuy, qu'est-ce qu'il dirait, qu'est-ce qu'il ferait, qu'est-ce qu'il serait ? Débat passionnant pour moi et absolument intolérable pour d'autres. Suivent neuf mois de résistance plus ou moins passive. A la fin, trompé par ma naïveté, je crois pouvoir m'éloigner et rentrer au Canada à l'occasion de la mort de ma mère. A peine ai-je mis les pieds dehors, l'évêque nomme un nouveau curé à ma place. C'était son droit puisque bien avant tous ces événements, il avait été entendu que je me déchargerais de la fonction de curé au cours de l'année. Mais voilà que mon remplaçant est un vieil allemand, âgé de 70 ans, obsédé par les hérésies, qui prend possession de la paroisse avec mission de l'exorciser de ses communautés de base, de l'expurger de ses foulards blancs et autres folies de même foin; enfin, de la ramener dans le droit chemin. Est-il nécessaire de vous apprendre que les principaux piliers du conseil paroissial issu de ce “coup d'Etat” ecclésiastique, ont été des collaborateurs-trices officiel-

le-s de la dictature ?...

***Caminando : Comment expliquer une telle attitude de la part de l'évêque ?***

Rosaire : Le problème de fond c'est qu'en Argentine il y a union de l'Église et de l'Etat, et que les Forces Armées, conjointement avec l'Église, se considèrent comme les gardiennes historiques des "valeurs nationales". Afin de mener à bien leur tâche commune, l'Église et l'Armée ont été souvent amenées, au cours de l'histoire, à se rendre de mutuels services. Au début des années 70, lorsque Peron rentre de son long exil, la violence révolutionnaire fait rage dans le pays. Forts du Concile et surtout de Medellin, de grands pans de l'Église se laissent emporter dans l'ouragan. Prêtres pour le Tiers-Monde, jeunes de l'Action Catholique qui deviennent Montoneros et finalement guerilleros, bref, l'Église est soupçonnée de couvrir le marxisme dans son sein. Ses appels à l'ordre sont vains; elle est débordée; elle est dans le pétrin. Lorsque, en 1976, les militaires prennent la situation en main, la majorité des évêques (pas tous, car certains ont été des martyrs\*) les accueille comme des anges tombés du ciel pour la débarrasser de ses éléments indésirables et purifier le pays de ses

nombreux péchés. Les militaires, tout heureux de pouvoir ainsi témoigner de leur foi, se font un devoir de procéder à un ménage dans la Bible elle-même et dans tout ce qui a rapport à l'engagement avec les pauvres, la justice, la libération, etc.... les droits humains. Le dictateur Videla déclarera, à la fin de son procès, que son travail a été une "oeuvre d'amour"... En résumé, les évêques argentins ont été traumatisés par la révolution qui voulait naître dans l'Église et dans le pays. Ils n'avaient pas tort de ne pas vouloir tout bénir, mais ils ont eu tort de faire appel à l'Inquisition militaire. Je crois qu'ils s'en rendent compte, et c'est pour cela qu'ils préfèrent que les statues de la Vierge des Douleurs ne se mettent pas à vouloir changer leurs vieilles couronnes d'argent pour des foulards blancs... et tourner le fer dans la plaie.

***Caminando : Comment vois-tu les engagements missionnaires quand les droits humains sont menacés ?***

Rosaire : C'est un peu comme demander quelle attitude devrait adopter un missionnaire si Jésus de Nazareth devait être crucifié aujourd'hui sous ses yeux... Le respect, la défense et la promotion des droits humains sont, pour moi, la mesure de l'authen-



ticité évangélique. Le Jugement dernier, selon Mathieu, est le test suprême de la vérité, et il porte précisément sur les droits fondamentaux de la personne: nourriture, vêtement, toit, santé, justice. Il n'y aurait qu'à ajouter éducation ou culture. Passer à côté des droits humains lorsqu'ils sont violés, c'est comme prêcher la parabole du Bon Samaritain en ne s'en tenant qu'au prêtre et au lévite... J'ajoute qu'il serait souhaitable que l'engagement missionnaire soit lié à la promotion et à la défense des droits humains. Comme l'aide au développement.

***Caminando : Dans quel état se trouvent les communautés de Tilcara restées seules avec ce curé qui s'emploie à vouloir les ramener dans la bonne vieille Église ?***

Rosaire : Jusqu'à date, elles ne se sont pas laissées contaminer. Elles sont continuellement harcelées et souffrent beaucoup. Tout support institutionnel leur a été enlevé. Une vieille religieuse missionnaire espagnole de 78 ans (qui a passé 20 ans en Argentine) vient de retourner dans son pays pour y mourir parce qu'aller à la messe du nouveau curé de Tilcara était devenu pour elle un problème de conscience. Cependant, les communautés tiennent bon. Elles grandissent à pas de géant, car c'est dans des situations difficiles qu'on se fait du muscle. Elles grandissent en conscience et en tout. A propos de l'Évangile, par exemple, elles disent: "Nous n'avons plus besoin que personne nous l'explique; nous comprenons tout maintenant." Elles réussissent à maintenir en marche, et mieux que jamais, nos services communautaires. Mais si les militaires reviennent au pouvoir, la vie de tout un groupe d'animateurs-trices court de sérieux dangers. Ils-elles doivent tous et toutes être très fatigué-e-s maintenant. Et puis, il y a la faim...

***Caminando : Qu'est-ce que tu attendrais de la solidarité d'ici ?***

Rosaire : Il m'apparaît urgent qu'ici comme ailleurs on se mette à chercher comment se donner dans l'Église une sorte de Charte des Droits de la Personne selon l'Évangile. Si elle existait, les petites communautés de Tilcara pourraient s'éviter bien des souffrances. Dans l'immédiat, une solidarité qui se traduirait en une aide matérielle pour les personnes qui

portent actuellement plus que d'autres le fardeau des communautés, serait une grande bénédiction. Je pense en particulier à trois jeunes, qui sont des piliers des projets communautaires, qui sont pauvres et ont des études à terminer à l'Université. Je pense aussi à un jeune couple extraordinaire, avec enfants, qui se dédierait volontiers à plein temps à l'attention générale des communautés, s'il pouvait compter sur un petit salaire pour les deux ou trois prochaines années. Je songe également aux deux principales responsables de la garderie, qui sont dans le même besoin. La boucherie, l'artisanat et la ferme expérimentale naissante accepteraient avec joie un camion encore capable de rouler. Etc...

***Caminando : Songes-tu à retourner à Tilcara ?***

Rosaire : Un retour à Tilcara, ou alentour, est envisagé. Comme prêtre, ou même comme lévite, se sera difficile; je tâcherai, alors de m'y faufiler comme simple samaritain. Pourvu que les gardes romaines ne me barrent pas le chemin...

***Pour communiquer avec Rosaire Roy: (514) 667-4190.***

## *L'honneur perdu des évêques argentins*

Au moment où l'épiscopat pense retrouver une influence importante sur la société argentine, avec l'arrivée au pouvoir de Menem, la position de la hiérarchie argentine sur les disparitions forcées continue de hanter la conscience de nombre de chrétiens à travers le monde. Les Cahiers de l'Association internationale contre la torture (section suisse) publiaient en 1987 une brochure accablante sur la collaboration des évêques catholiques dans la pratique des disparitions forcées et de la torture sous la dictature militaire argentine. Intitulée "L'honneur perdu des évêques argentins" (7), cette brochure fait état des positions théologiques et des gestes pratiques posés par l'immense majorité des évêques argentins, durant cette période trouble de l'histoire du pays. "Sur environ 80 évêques, seuls cinq ont cherché à élever la voix et l'un d'entre eux, Mgr Angelelli, a été assassiné. Ses collègues ont alors oublié de protester" (p19).

Sans vouloir bien sûr résumer ce dossier, qu'il nous suffise de reproduire ici une partie de la préface du professeur Ernst Kasemann, dont la fille a été enlevée et assassinée:

"En Argentine, une fois de plus, les militaires se sont révélés le seul pouvoir de décision dans l'Etat. Sous leur pression, le jeune gouvernement démocratique (d'Alfonsín) a dû suspendre les actions pénales engagées contre la plupart de ceux qui, durant la dictature, et couverts par leur fonction administrative, ont torturé, assassiné et terrorisé un peuple.

Encore une fois en Argentine (...) la pratique de la démocratie est restreinte par les privilèges et le bon plaisir des forces armées; encore une fois, elle est manipulée par les intérêts d'une réaction capitaliste.

La documentation que vous allez lire prouve à celui qui pleure la perte d'une fille assassinée et qui s'engage aussi bien en chrétien que politiquement pour défendre les opprimés, qu'il n'y a plus en Argentine, aucune institution susceptible de résister aux intimidations des forces armées et qui puisse parler haut et clair, au nom de la justice, au nom des victimes sacrifiées et torturées, pour la défense d'un peuple angoissé.

Car ce n'est pas seulement au temps de la dictature que l'Eglise officielle, reconnue par les pouvoirs publics, s'est rendue coupable par son silence face aux crimes et même par l'acquiescement et l'aide active de bien des dignitaires à la terreur d'Etat. Elle continue encore aujourd'hui, comme par le passé, à appuyer les forces favorables à la dictature; elle n'est ni capable, ni disposée à faire l'aveu ouvert de son propre engagement et de son implication dans la terreur qui a régné durant la dernière décennie. Elle s'emploie aussi à ce que les victimes, parfois même issues de ses propres rangs, soient une nouvelle fois enterrées, i.e. livrées à l'oubli public, et à ce que les assassins -impunis- puissent continuer à passer pour des hommes d'honneur. (...)"

Et sur la fameuse question de la réconciliation nationale souhaitée par Jean-Paul II lors de sa visite en Argentine en avril 1987, la préface d'Adrien-Claude Zoller (ex secrétaire de Pax Christi en Suisse romande) est sans équivoque:

(...) Le poids de ce silence, de cette omission, ne s'efface pas par un appel à la réconciliation, soudainement lancé en fonction de circonstances socio-politiques déterminées. Sans ce silence, c'est peut-être des centaines de vies humaines qui auraient pu être sauvées. C'est aussi la perte de toute crédibilité pour les autorités religieuses argentines. Durant la dictature militaire, l'Eglise n'a pas assumé ses responsabilités, elle s'est écartée des impératifs évangéliques. Tant qu'elle n'aura pas battu sa coulpe, la hiérarchie argentine n'aura aucun droit moral à prôner l'oubli."

# Le bon voisin est de retour

Par Claude Lacaille

À l'aube des années 90, avec l'arrivée du président Bush, des experts du parti républicain ont élaboré la deuxième phase de la nouvelle stratégie envers l'Amérique latine, exposé qui est contenu dans le "document de Santa-Fé II". C'est cette pièce maîtresse de politique continentale que nous voulons vous présenter, après l'avoir brièvement située dans le cadre des politiques néo-conservatrices de l'après-Reagan.

## LA DOCTRINE REAGAN

La doctrine Reagan propose un amalgame de libéralisme économique et de conservatisme politique. Le projet "libéral-conservateur" prône la liberté de marché et la diminution du rôle de l'État dans l'économie, tout en défendant l'idée d'un État-nation fort par l'augmentation des dépenses militaires et l'usage de l'intervention militaire en matière de politique extérieure.

Les néo-conservateurs croient que les États-Unis sont en train de perdre la "guerre des idées" contre le camp socialiste. Ils s'efforcent donc d'imposer à l'échelle planétaire, leur modèle de "capitalisme démocratique" dans son nouvel emballage libéral. Selon cette doctrine, le tiers monde constitue désormais la scène de l'affrontement avec l'Union soviétique; car l'ourse vorace, bien qu'elle nous fasse patte de velours pour éviter une confrontation directe avec l'empire américain, développe pourtant hypocritement la violence politique dans les pays sous-développés. D'après les théoriciens conservateurs, les Soviétiques s'efforceraient de miner l'influence des États-Unis et d'étrangler ainsi l'Occident, en lui coupant ses sources d'approvisionnement en matières premières.

Cette stratégie de l'Ennemi utiliserait des moyens non-conventionnels, comme le terrorisme, le narco-terrorisme, la libération nationale (sic!), l'influence idéologique, la désobéissance civile, la propagande et la guerre de guérillas. C'est la guerre de basse intensité, conflit ambigu s'il en est, qui favorise la confusion et l'inaction dans la population et les

dirigeants étasuniens. Aussi la bataille doit-elle se livrer à la fois dans les deux Amériques et il faut, à cette fin, gagner le consensus de l'hémisphère tout entier. Voici comment M. Nelson Sanchez, un important fonctionnaire du Département d'État américain, décrit la lutte à finir entre le communisme et la démocratie:

"Durant les dernières années, une demande pressante en Amérique latine a été que les latino-américains devaient résoudre les problèmes latino-américains sans interférence des États-Unis. Cette demande a été formulée spécialement en relation à l'Amérique centrale et vraiment, les pays latino-américains ont essayé d'appliquer cette vision par le truchement d'organisations comme le groupe de Contadora ou le groupe des Huit. Cette approche nationaliste est anachronique. Le défi est hémisphérique dans toute sa portée. Il transcende les frontières et la division artificielle de l'hémisphère occidental en Amérique du Nord et du Sud." (1)

## LES AMÉRIQUES SONT MENACÉES.

Que propose donc ce deuxième document de Santa-Fé dans cette phase de la doctrine Reagan? D'abord la peur: c'est l'alerte générale, car "les Amériques sont menacées". "L'attaque prend la forme de la subversion communiste, du terrorisme et du trafic de drogues". Puis c'est le constat d'échec: les démocraties latino-américaines n'ont pas su faire face à cette agression et l'aide de Reagan n'a pas suffi à régler ces problèmes. Dans la tradition la plus pure d'un anticommunisme primaire, les problèmes de la dette, de la drogue et des grandes migrations de population ont leur origine dans la conspiration des satellites de Moscou, Cuba et Nicaragua.

Mais d'où provient cette faiblesse des démocraties? Elle réside dans le trop grand rôle que les "latins" donnent à l'État. "Si les gouvernements élus ne s'accompagnent pas d'un changement, tant de structures que de culture politique, les États-Unis et l'Amérique latine s'écarteront toujours plus l'un de l'autre." En d'autres mots, les "latins" doivent adopter le modèle parfait du grand frère. Il faut des régimes démocratiques dans lesquels "le gouvernement a la responsabilité de préserver la société d'une attaque extérieure

ou de l'ingérence de l'appareil d'État", c'est-à-dire une armée puissante pour combattre le communisme et un État qui laisse faire les investisseurs et les entrepreneurs.

"Les États-Unis ont retrouvé leur pouvoir...mais qui dit puissance dit responsabilité...Les hommes politiques nord-américains doivent envoyer le message suivant, clair et net: **le bon voisin est de retour et il est là pour y rester.**"

#### LA CONSTRUCTION DE LA DÉMOCRATIE

La simple tenue d'élections ne suffit pas à engendrer la démocratie; il faut aussi détruire l'autoritarisme de l'État, lequel est synonyme de nationalisme intégral et tend à exercer un contrôle centralisateur sur les activités économiques. Autrement dit, il y a démocratie quand l'État n'intervient pas en économie: toute action de celui-ci tendant à régulariser ou à planifier un tant soit peu le développement économique est un abus rétrograde des latinos, influencés consciemment ou non par le totalitarisme soviétique. Parmi les cinq propositions des experts sur ce point, j'en retiens trois qui en disent long sur les visées impérialistes américaines.

"Les États-Unis doivent reconnaître la nécessité pour les gouvernements qui cherchent à instaurer des régimes démocratiques, de limiter les partis antidémocratiques", entendons socialisants. Dans ces catégories, le parti de Pinochet au Chili, ou l'ARENA de Cristiani au Salvador sont démocratiques. "Les États-Unis doivent augmenter leur capacité d'éducation aux valeurs démocratiques dans les forces armées du continent. Sur ce point, il importe de ne pas supprimer le programme d'éducation et d'entraînement militaire international sous prétexte de non-paiement de dettes envers la AID...Les militaires nord-américains peuvent partager leur sens de la démocratie avec les militaires latinoaméricains." On voit que l'armée est la pièce maîtresse dans cette stratégie politique.

Bref, l'Empire impose son modèle néo-libéral à tous les pays du Sud et renforcera les armées, la police et le pouvoir devant l'incapacité du pouvoir exécutif de faire protéger la fragile démocratie.

#### UNE DETTE IMPAYABLE

En ce qui touche à l'économie, le problème de la dette occupe toute la scène. Pour aider à résoudre cette crise, il faut reconnaître au départ "que le poids actuel de la dette doit être réduit, étant donné qu'elle ne pourra jamais être payée dans les termes actuels...Il a finalement été reconnu que la crise de la dette extérieure était d'ordre structurel." L'objectif premier est de développer le secteur productif privé en encourageant les nationaux à y participer activement "pour éviter des réactions de nationalisme négatif". Le démantèlement des entreprises d'État et leur privatisation sont la panacée infaillible, de même que l'exportation de nouveaux produits pour promouvoir le secteur privé.

En fait, dans leurs neuf propositions économiques, les auteurs yankees ne font que ressasser leur crédo libéral sans apporter la moindre solution réelle et à long terme au développement des pays du Sud. Seuls priment leurs intérêts. Ils sont obnubilés par leur foi aveugle dans la religion magique du paradis de la libre entreprise. Mais avant tout, ils veulent continuer à piller allègrement les matières premières du continent et à exploiter librement sa main d'oeuvre à bon marché.

#### LES CONFLITS DE BASSE INTENSITÉ

Les six propositions avancées sur ce thème constituent une véritable politique d'intervention militaire. Il est nécessaire tout d'abord d'étendre les programmes d'aide aux militaires latinoaméricains "comme une façon de reconnaître que les insurrections locales sont fomentées de l'extérieur." Bien sûr, la faim chronique et la misère endémique causées par le chômage, par suite du paiement de la dette et de la fermeture des usines, tout cela n'existe pas; c'est de la propagande de l'ennemi. Il faudra éduquer les médias et le public des États-Unis, pour qu'ils comprennent bien le sens de ces interventions au service de la démocratie.

"Le mariage du communisme et du nationalisme en Amérique latine constitue le plus grand danger jamais affronté par le sous-continent et par les intérêts

## Le bon voisin est de retour

nord-américains. Le nationalisme devient ainsi le péché mortel: les frontières, les peuples, la culture, tout doit se subordonner aux grands intérêts géopolitiques de l'Amérique (la leur). Reprochant aux alliés occidentaux de ne pas s'engager pour la liberté dans l'hémisphère, les penseurs conservateurs concluent pompeusement: "Les États-Unis doivent en prendre la tête en appliquant davantage de ressources dans les sociétés latines menacées."

### SUIVEZ LE GUIDE ET VOUS VIVREZ

Le document se termine par une rétrospective des principaux conflits de la région. Renforcement des systèmes judiciaires, carcéraux et policiers, voilà comment il faut affronter la terrorisme et le commerce de la drogue. "La Colombie des années 90 pourrait parfaitement faire passer au second plan ce qui a été le principal problème de la politique extérieure de notre pays: l'Amérique centrale."

Au Mexique et au Brésil, le problème de la dette risque fort d'amener des troubles sociaux et politiques. Le spectre d'un gouvernement de gauche plane sur le géant du Sud, ce qui pourrait ramener les militaires au pouvoir.

Au chapitre de la politique cubaine, les sages de Santa-Fé proposent "d'ouvrir des conversations avec Castro, pour préparer une Cuba post-Castro... Vu que le modèle castriste est arrivé à sa fin en raison de la banqueroute et a échoué comme modèle de dévelop-

pement et de libération, les États-Unis doivent augmenter leurs émissions radios en direction de Cuba comme moyen d'éducation civique en vue de l'instauration d'un régime démocratique. Une télévision Marti, avec des programmes comportant les éléments de la culture démocratique, doit commencer à émettre le plutôt possible...Cuba est située sur notre orbite d'intérêts, non sur celle de Moscou."

Le document conclue sur un ton pathétique: les conseillers espèrent être écoutés par l'Administration de Bush. "La crise en Amérique latine n'a pas été réglée. Les problèmes ont changé, mais ils sont aussi graves, si ce n'est plus graves, qu'en 1980...Santa-Fé est un guide sur le chemin à suivre."

### SOURCES:

L. Francis Bouchey, Roger Fontaine, David C. Jordan, lieutenant-général Gordon Summer Jr. (Comité Santa-Fé), *UNE STRATÉGIE ENVERS L'AMÉRIQUE LATINE POUR LES ANNÉES QUATRE-VINGT-DIX*, traduit et publié par DIAL, no 1369, le 2 février 1989.

Ezcurra, Ana-Maria. *INTERVENCION EN AMÉRICA LATINA: LOS CONFLICTOS DE BAJA INTENSIDAD*. I.D.E.A.S., Buenos-Aires 1988 (manuscrit)

(1) Sanchez, Nestor. *U.S. SECURITY CONCERNS IN L.A. AND THE CARRIBEANS*. Conférence prononcée à l'Université de Miami en Janvier 1988



# Les droits humains: un nouveau champ de bataille nord-sud

Une entrevue avec Manuel Rodriguez par Leyla Bartet

Le mensuel français *Le Monde Diplomatique* a fait ressortir, ces dernières années la contradiction où se trouvent prises au piège les relations internationales contemporaines, contradiction qui apparaît insurmontable et qui s'est manifestée encore une fois lors de la dernière réunion de la Commission des Droits humains des Nations-Unies à Genève.

D'une part, il y a un accroissement mondial de la prise de conscience qui exige le respect des droits humains. D'autre part, il existe une dégradation des conditions de vie dans le monde en développement. L'augmentation de la pauvreté et de la faim, en plus de violer les droits humains, économiques et sociaux des peuples, crée une ambiance politique propice aux grandes crises et aux troubles sociaux laquelle paradoxalement, pousse à la violence et engendre des violations massives des droits humains et des libertés fondamentales. L'analyse, qui correspond textuellement à l'intervention de l'ambassadeur péruvien Oswaldo De Rivero—représentant permanent du Pérou auprès des organismes internationaux dont le siège est en Suisse—résume un sentiment qui commence à se répandre dans les pays du Tiers monde.

Manuel Rodriguez, cadre remarquable de la Chancellerie péruvienne nous parle dans cette entrevue de ce manque d'équilibre essentiel entre le Nord et le Sud et sur le déplacement de la lutte en politique internationale du domaine du développement—zone privilégiée d'auto-affirmation et de revendication des pays du sud durant les années 70—vers le domaine des droits humains. Rodriguez occupe actuellement le poste de Représentant alternatif du Pérou aux Nations-Unies (ONU) dont le siège est à New-York. C'est à ce titre qu'il est allé à Genève pour la 45e session de la Commission des droits humains où il a joué un rôle important, empêchant, avec les délégués de Panama, de Colombie et du Mexique des revanches politiques et des manipulations idéologiques.

Au-delà de quelques divergences et de quel-

ques manques d'enthousiasme, l'Amérique latine est apparue lors de cette réunion comme un bloc franchement opposé aux procédés arbitraires occidentaux et en particulier à ceux des américains.

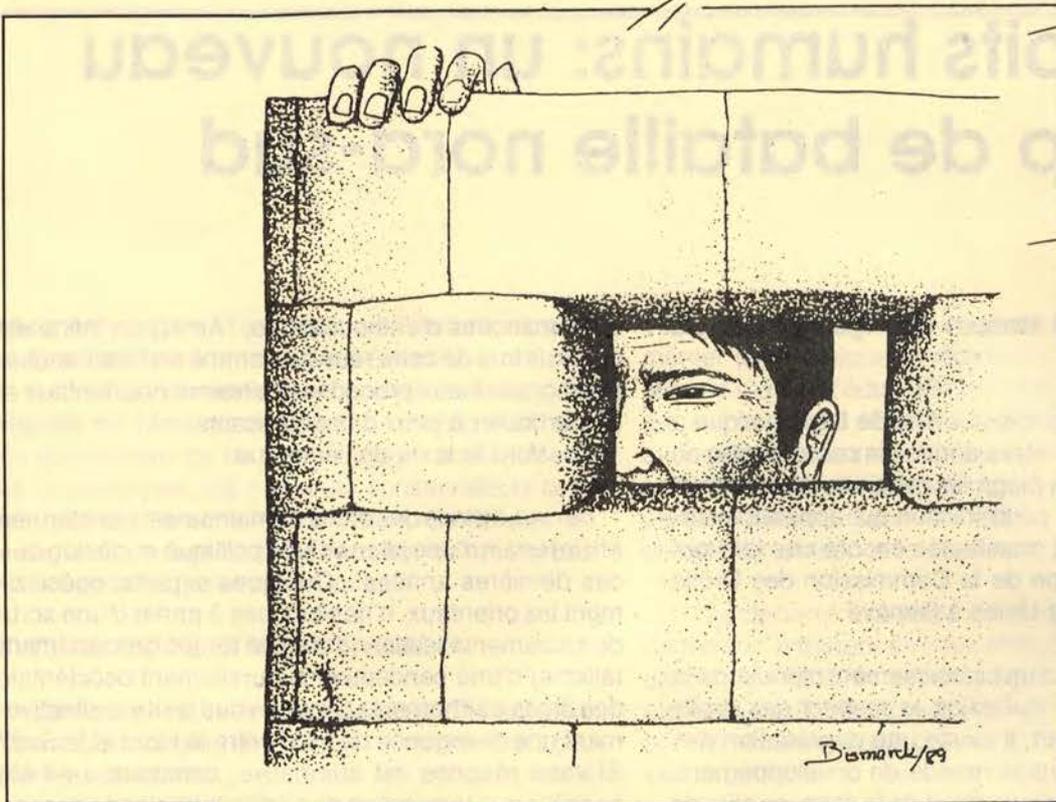
Voici le texte de l'entrevue.

—La place des droits humains s'est transformée en un terrain d'une intense lutte politique et idéologique ces dernières années. Quelques experts, spécialement les orientaux, n'hésitent pas à parler d'une sorte de sacramentalisation (dans ces temps de fondamentalisme) d'une conception culturellement occidentale des droits de l'homme. Croyez-vous qu'il y a effectivement une divergence de fond entre le Nord et le Sud? Si votre réponse est affirmative, comment a-t-il été possible que la question des droits humains se convertisse en un lieu privilégié de revendications et d'affrontements?

Tous cela a quelque chose à voir avec la crise des quinze dernières années au niveau international, essentiellement à cause du réalignement des forces au niveau mondial. Alors tout ce que les spécialistes latino-américains de l'école de pensée de la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine) avaient écrit sur la crise de l'hégémonie américaine commence à s'estomper car l'arrivée du reaganisme déclenche précisément une revendication de cette hégémonie.

Ainsi, même si l'image publique de Ronald Reagan en était une d'incapacité dans la pratique, le gouvernement qu'il présidait a réussi à gagner, pour la sécurité et les intérêts économiques américains une place plus importante que celle obtenue par Kennedy lui-même, par exemple.

Ce qu'on a appelé la révolution néo-conservatrice américaine se réfère au concept d'un monde totalement centralisé. Cette position, formulée au niveau de l'ONU par sa représentante, Jean Kirkpatrick, a empêché tout type de négociation internationale dans l'enceinte de ce forum. L'objectif américain était de sortir toute négociation réelle sur les problèmes politiques, militaires et économiques de cette place pour la transférer dans des cadres beaucoup



—Comme je disais il y a un moment, les années 60 et 70 ont été marquées par l'idéologie du développement. Les pays du Sud, par suite d'un long processus historique et économique, ont acquis de la force et ont pu négocier dans de meilleures conditions commerciales et financières. Un exemple suffira pour illustrer l'état d'esprit qui régnait alors: durant la conférence Nord-Sud de Paris en 1976, les propositions des pays industrialisés n'ont pas été acceptées

plus réduits où les grandes puissances et les acteurs principaux pourraient s'entendre.

—Mais alors est intervenue la perestroïka et le changement dans la politique soviétique a rompu, d'une certaine façon, la bipolarité établie par les Etats-Unis.

Oui, la perestroïka a joué, à ce sujet, un rôle déterminant. Quand a commencé le processus de restructuration en URSS, un double phénomène s'est passé: d'une part les Etats-Unis ont acquis de plus grands espaces géostratégiques et politiques comme conséquence de la retraite soviétique mais d'autre part, la perestroïka ne suppose pas seulement des concessions de terrain pour solutionner ses propres problèmes internes mais aussi l'affirmation d'une nouvelle politique extérieure fondée solidement sur le pari de la paix avec réalisme et sincérité. Et cela avec des initiatives très concrètes dans le cadre de l'ONU.

A cause de ces nouvelles conditions, les Etats-Unis perçoivent qu'il ne leur reste d'autre porte de sortie que celle de revendiquer aussi ce forum de négociations.

—Je crois que nous nous sommes éloignés de la question initiale. Quelle a été la genèse du discours sur les droits humains?

par les pays du Sud. Aujourd'hui, ces mêmes propositions paraissent si avancées et audacieuses que même les pays en voie de développement ne se risqueraient pas à les suggérer. Il y avait, dirions-nous un certain radicalisme dans l'espace international qui nous a fait rejeter les positions conciliantes des grandes puissances.

Mais avec l'arrivée du néo-libéralisme américain l'idéologie du développement disparaît et est remplacée par celle des droits humains. Si dans le cas du développement les Etats-Unis pouvaient dire: «C'est un problème qui n'existe pas; c'est une question d'efficacité, de bonne utilisation des ressources. Sans croissance économique, des millions devront mourir pour que d'autres survivent» etc. Au sujet des droits humains ils peuvent tenir le même type de discours. Ici entrent en jeu l'idéologie et la sensibilité de l'opinion publique américaine elle-même et de leurs alliés occidentaux. Ce n'est pas par hasard si le bicentenaire de la révolution française ne se célèbre pas en tant que révolution mais en tant que déclaration des droits de l'Homme.

Voici maintenant la réponse à la deuxième partie de votre question. Les droits humains sont assumés par le monde industrialisé essentiellement en ce qui a trait aux libertés individuelles et aux droits fondamentaux. Dans cette perspective on veut enquêter sur une série de pays appartenant à ce qu'on

appelle le Tiers monde.

Dans ce contexte, il n'y a pas de doute, par exemple, qu'au Chili ces droits ont été violés et que par le fait même cela mérite une sanction internationale. Mais dans une dimension historique plus étendue et une opposition Nord-Sud, on a une bonne chance de se trouver en face d'un cercle vicieux dans la violation des droits humains engendré par les conditions politiques et économiques de la pauvreté.

Le Chili n'avait jamais eu une tradition de violation des droits fondamentaux. Le gouvernement de Salvador Allende les a respectés opiniâtement mais il s'est aussi proposé de poursuivre un programme de changements politiques et sociaux que les Etats-Unis n'ont pas voulu accepter et qu'ils ont interprétés comme une menace à leur sécurité nationale. Washington a préparé le coup d'état militaire, est intervenu indirectement dans sa réalisation, a cautionné l'installation de la dictature qui a entraîné la mort de 70 000 Chiliens et voilà qu'à l'exemple des Hébreux, ils déchirent leurs vêtements en criant d'horreur devant la violation des droits humains dans ce pays.

Tiré et traduit de : Que hacer no 58 avril-mai 1989

NICARAGUA  
DIX ANS DE  
REVOLUTION



JACQUES SAINT-AMANT  
ÉDITIONS VIE OUVRIÈRE

NICARAGUA, DIX ANS DE REVOLUTION

ÉDITIONS VIE OUVRIÈRE

Vous pouvez vous procurer ce livre, au coût de 10\$ + frais d'envoi:

à Vie Ouvrière 1212 Panet Montréal H2W 2Y9 523-5998	à Développement et Paix 5633 Sherbrooke est Montréal H1N 1A3 257-8711
--	--

## Devenez membre du Comité chrétien...

- Vous adhérez aux objectifs de solidarité du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine?...
- Vous souhaiteriez participer démocratiquement à l'élaboration et à la réalisation des orientations de travail du Comité?...
- Rien de plus facile. Devenez membre du Comité et nous vous tiendrons systématiquement au courant des activités du Comité et vous pourrez de plus participer à notre assemblée générale annuelle. Une contribution financière de dix dollars est suggérée. Remplissez le formulaire ci-dessous et retournez-le au 25 Jarry o., Montréal, H2P 1S6

Nom: \_\_\_\_\_  
Adresse: \_\_\_\_\_  
Ville et code postal: \_\_\_\_\_  
Numéro de téléphone: \_\_\_\_\_

**et soutenez activement la solidarité!**

# Refus du dialogue et mise au pas,

## Le Vatican impose son ordre

Par Lorraine Guay

Alors qu'on s'émeut à juste titre des événements qui se déroulent en Chine, d'autres «dynasties» font elles aussi l'objet de contestations sérieuses et réagissent à la manière des dirigeants chinois i.e. par la répression. Le titre du Monde diplomatique: «Refus du dialogue et mises au pas... Le Vatican impose son ordre» (Mai 1989 p.3) est à ce titre très révélateur.

Compte tenu de certains événements troublants survenus dans l'Eglise d'Amérique latine ces dernières années et dont le Caminando a largement fait état, nous avons pensé reproduire ici quelques extraits de cet article signé Henri Guillemin, écrivain et auteur bien connu. Son analyse nous aide en effet à mieux comprendre l'évolution des courants de droite au sein de la haute hiérarchie catholique. Elle nous rappelle une fois de plus, si cela était nécessaire, que l'Eglise en tant qu'institution n'est pas neutre. Bien au contraire, l'Eglise est parcourue des mêmes contradictions qui déchirent le monde. L'Eglise défend certains intérêts.

L'article de Guillemin démontre que les détenteurs de pouvoir au sein de la hiérarchie catholique entendent imposer une et une seule interprétation du message évangélique, celle qui confirme l'ordre établi et qui contribue à «maintenir en place les puissants».

Quels faits permettent de fonder une telle opinion ?

«Est-il nécessaire de rappeler ces nominations d'évêques prononcées par Jean-Paul II, systématiquement contre les plus clairs avis des milieux concernés, aux Pays-Bas d'abord, en Allemagne et en Autriche ensuite ? Et la succession de Dom Helder Camara, à Recife, confiée par le Vatican au très conservateur Cardoso dont le premier acte public fut de s'établir dans le palais épiscopal que Dom Helder Camara n'avait jamais voulu occuper ! Dans toute l'étendue du Brésil, les évêques «progressistes» n'ont certes pas la faveur de Rome. En réponse à un message documenté et pathétique adressé au Saint Père en date du 22 février 1986, Mgr Casaldaliga, évêque de Sao-Felix-do-Araguaia (Matto Grosso), a reçu de Rome les plus sévères «avertissements», et le diocèse de Mgr Arns a été savamment «découpé» pour réduire l'influence de ce prélat, trop ami d'un Leonardo Boff et de tout ce qui ressemble à une théologie «engagée».

(...) «Deux poids, deux mesures. Quand le pre-

mier personnage de l'Eglise au Nicaragua attaque un gouvernement réputé «marxiste» selon Rome, il ne fait pas de «politique». Ceux qui en font au contraire et de manière intolérable, ce sont ces prêtres qui participent au pouvoir afin de veiller à l'entière liberté de leurs coreligionnaires.»

Il faut voir avec quels scrupules de gentillesse et de compréhension fraternelle les collaborateurs du cardinal Ratzinger ouvrent leurs bras aux intégristes qui veulent bien déplorer (théoriquement) le schisme de Mgr Lefebvre. (...) Ce qui compte, c'est l'entrée au bercail (si tristement amoindri) de tout un lot de consacrés dotés, par Mgr Lefebvre, d'ordinations parfaitement valides et qui viendront en renfort aux bons prêtres de la bonne race, c'est-à-dire comme les conçoit la susdite congrégation.

Jean-Paul II couvre de son égide un Marcinkus financièrement ultra-suspect et réclamé (en vain) par la justice italienne; mais il refuse de recevoir un évêque français, Mgr Gaillot, qui demande respectueusement un entretien pour justifier, sur des problèmes délicats, telles prises de position de sa part, qui déplaisent au Pape mais qu'il serait heureux de lui expliquer en toute simplicité confiante. Pas question. Refus d'audience.» (...)

Nous pourrions bien sûr ajouter de multiples faits qui ne feraient que charger davantage le dossier. Qu'il nous suffise ici d'inviter nos lecteurs et lectrices à lire attentivement l'article de Rosaire Roy dans les pages de ce Caminando...

### Quel courant politique sert l'intégrisme ?

«Nul n'ignore les options politiques de l'Opus Dei, si nettes lors de sa fondation, mais prudemment atténuées (en apparence) par la suite, précisément peut-être pour permettre à Jean-Paul II d'accorder plus aisément, comme il n'avait cessé de le souhaiter, à cette discrète mais active officine un statut officiel dans l'Eglise. Et que de bontés et de complaisances à Rome à l'égard de ces «intégristes» dont le programme est très loin de se limiter à «la messe en latin», mais comporte un refus catégorique opposé à l'esprit du Concile Vatican II (1962-1965), notamment quant à la reconnaissance de la «liberté de conscience» !

Ce n'est pas tout: de la manière la plus explicite, l'intégrisme a son programme politique, qui est d'ex-

trême-droite avec ostentation.»

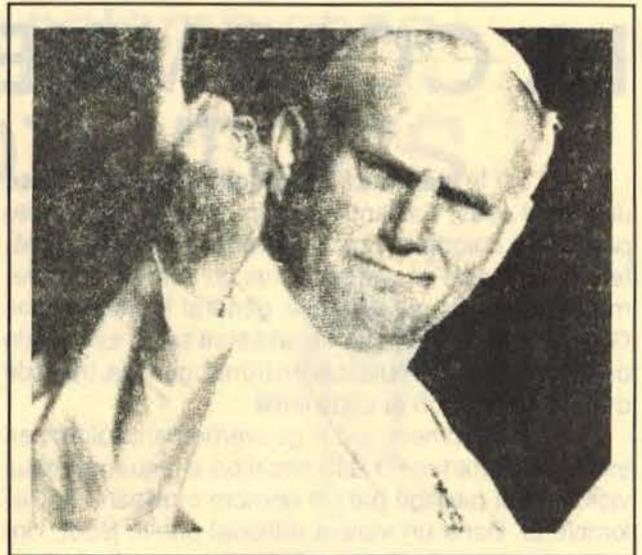
L'histoire est riche d'enseignement pour qui veut savoir quel camp ont habituellement choisi les dirigeants de l'Eglise catholique. «Depuis Pépin le Bref, le pape, prince parmi les princes, est donc un chef d'Etat comme les autres, avec une cour-à-courbettes et créant des décorations, avec rubans, cordons, colliers, la plus haute étant cet «ordre du Christ» décerné à Franco. Quand s'organisa, au lendemain des secousses révolutionnaires, la Sainte Alliance des rois contre leurs peuples, inutile de poser la question du «camp» choisi par le «vicaire de Jésus-Christ». Trop connu, le scandale de ces évêques bénissant, dans chaque nation en guerre, les armées antagonistes, et rengaine historique, la connivence du trône et de l'autel, du sabre et du goupillon, de l'ostensoir et du coffre-fort.» (...)

### Immuabilité de l'Eglise ?

(...) «Immuabilité de l'Eglise ? Le roc de Képhas (Simon-Pierre) n'est pas seulement inébranlable, il ne saurait admettre de modification. Tel il est, tel il a toujours été, tel il restera «pour les siècles des siècles». Soyons sérieux et songeons à la stupeur qu'éprouverait le Nazaréen en constatant ce que les responsables ont fait de son message. L'interprétation paulinienne, d'abord, accentuée par Augustin, d'une «rédemption-rachat» (avec retour au sacrifice humain, au sacrifice sanglant des religions primitives, pour calmer le courroux d'un Potentat céleste); le christianisme coulé ensuite dans le moule politique de «l'imperium romanum» et mué en religion d'Etat; le mot «Eglise» pendant quelques cinq cents ans désignant l'ensemble des croyants et des hommes de bonne volonté, puis graduellement resserré pour ne s'appliquer plus qu'au clan hiérarchique; la communauté première des disciples métamorphosée en entreprise administrative, et l'institution, conçue à ses débuts comme une passerelle vers Dieu, se prenant elle-même pour une fin; la catastrophe, au huitième siècle, de ce «pouvoir temporel» remis au pape, cet évêque de Rome (...) dont une étude du Père Congar, théologien, nous a révélé l'obstination longtemps vaine, finalement triomphante, à s'imposer comme chef de l'Eglise. Et voici la célébration eucharistique devenue méconnaissable; de «repas en commun» qu'elle était selon le vœu du «Seigneur», elle se défigure en cérémonie, l'officiant tournant le dos à ses «fidèles», qui devraient être des participants, jusqu'au non-sens de cet aboutissement: une messe sans assistance.»

### Une seule réponse à la répression: résistance et mobilisation

(...) «Le 1er mars 1989, (mais la presse française



n'en eu connaissance qu'au début avril) il y eut création, par Jean-Paul II, d'un serment de fidélité comportant la promesse d'une parfaite obéissance de la volonté et de l'intelligence aux enseignements du magistère, serment désormais exigé de tous curés, diacres, recteurs et professeurs de théologie et de philosophie dans les séminaires et les universités catholiques.. Ce serment-là, inédit, impérieux, rappelle douloureusement les temps sinistres de 1907-1910, du serment antimoderniste et de la condamnation du Sillon (Le mouvement le Sillon, qui publiait une revue du même nom, fut fondé par Marc Sangnier, qui militait pour un christianisme social. Il fut condamné par Pie X en 1910 et dissous.)

«L'intérêt de ce qui se développe à l'intérieur du catholicisme, c'est, face à la reprise par le Vatican de méthodes que l'on s'imaginait dépassées, périmées à jamais, une protestation qui s'affirme et qui s'organise. Deux faits, à cet égard capitaux, inconcevables hier et avant hier.

- 172 théologiens germanophones d'abord puis 138 francophones se sont rassemblés pour exprimer, sans mystère, leur désapprobation, leurs revendications de libre recherche.

- Et voici que, parmi la piétaille elle-même, les sans-grade, les simples croyants, un profond mouvement se dessine non pour une rébellion mais pour rejeter fermement tout caporalisme pontifical. Autour du 10 avril, nous étions près de quatre mille à nous être inscrits à «l'Appel au dialogue» dont Témoignage chrétien a pris l'initiative (Voir cette revue, 20-26 mars 1989, Paris).»

Plus question de se taire. Caminando entend poursuivre, modestement mais fidèlement, ce travail qui consiste à épauler ceux et celles qui travaillent pour la justice, dans la liberté.

# LA COLOMBIE EN DEROUTE

C'est le titre révélateur suggéré par La Presse du 6 août 1989. Faisant état d'un rapport présenté au parlement colombien par l'ancien ministre de la défense (démis de ses fonctions lors du dernier remaniement ministériel en juillet), le général Manuel Jaime Guerrero Paz, l'Etat colombien serait selon lui en train de perdre la guerre sur tous les fronts: guérilla, trafic de drogue, corruption et criminalité.

«Le sentiment que le gouvernement colombien est impuissant face à une situation chaque jour plus violente est partagé par un nombre croissant de Colombiens. Dans un violent éditorial publié jeudi, l'influent quotidien de Bogota, El Espectador, également libéral mais critique vis-à-vis du gouvernement, s'est insurgé contre le «vide du pouvoir» existant actuellement dans le pays» (La Presse 06-08-89).

## Violation systématique des droits humains

Le Comité permanent pour la défense des droits de l'homme en Colombie a présenté également un bilan extrêmement pessimiste de la situation en Colombie. Selon les chiffres du Comité, plus de 3000 personnes ont été assassinées pour des raisons politiques en 1988 et 700 personnes au cours des quatre premiers mois de l'année 1989. (La Presse 06-08-89).

On a aussi appris que durant la première semaine d'août, 18,000 juges et juristes ont déclenché une grève de 24 heures pour demander au gouvernement colombien de faire cesser la répression. Cette manifestation fait suite à l'assassinat, vendredi le 28 juillet, d'un juge de 38 ans.

Selon la revue Cien dias (Juin 1989) produite par le Centre de recherche et d'éducation populaire CINEP, il y aurait eu 2342 assassinats en Colombie pour les quatre premiers mois de l'année 1989 répartis ainsi:

- assassinats politiques: 173
- assassinats probablement politiques: 554
- assassinats pour motif de «propreté sociale»: 137. Il s'agit en fait d'assassinats de délinquants, drogués, vagabonds, prostituées, homosexuels, etc.
- assassinats dont on connaît l'identité de la victime mais non les mobiles du délit: 1104
- assassinats dont on ne connaît ni l'identité des victimes ni les mobiles du délit: 306
- assassinats de trafiquants de narcotiques: 68



Il y a eu également 40 disparitions pour motifs politiques; 64 séquestrations et 162 détentions d'ordre politique; 2 torturés et enfin 130 morts attribuées aux actions de la guérilla.

On trouvera dans les pages qui suivent les cas de deux assassinats: celui de la Soeur Teresita et du Père Restrepo qui illustrent le drame vécu par le peuple colombien à l'heure actuelle.

## **Action et solidarité pour la Colombie**

Il s'agit d'un groupe de solidarité large, ouvert à toutes les personnes désireuses de travailler solidairement à épauler la lutte du peuple colombien. Les personnes intéressées sont priées d'écrire à l'adresse suivante:

Action et solidarité pour la Colombie  
C.P. 214 Succ. De Lorimier.  
Montréal H2N 2N6

# Martyre de l'Église colombienne

## L'AMI DE TOUS

A dix-huit heures, jeudi le 1er juin 1989, près de l'église paroissiale de Tierralta, Cordoba, deux tueurs à gages ont assassiné le prêtre Sergio Restrepo.

Après avoir tiré sur lui et l'avoir achevé, ils s'en allèrent tranquillement. Scène devenue cliché, tout comme l'impunité qui s'en suivra presque inmanquablement après l'assassinat.

Ce même jour, avaient été assassinés, dans la même ville, le transporteur Jesus Yanez Plata et le commerçant Juan José Ortéga Cordero.

### QUI ÉTAIT SERGIO RESTREPO ?

Le peuple est entré en état de choc. Le père Sergio était l'ami de tous. Lui qui les visitait dans leurs demeures; lui qui regardait avec eux Quieta Margarita (émission de TV) avec ses compatriotes; lui qui, comme disait une dame «secourait tout le monde, noirs comme blancs, cols blancs comme riverains, bonnes gens comme marginaux»; lui qui visitait les malades, aidait les jeunes, partageait de temps en temps une bière avec des amis; lui qui visitait les paysans et les autochtones, leur administrant les sacrements, prêchant, recevant des «pierres» de la part des autochtones pour son musée d'art sinuano. L'amant de la nature qui collectionnait les orchidées et l'artiste qui peignait et décorait avec un goût exquis.

Il a semé d'arbres le parc, construit le meilleur musée et la bibliothèque culturelle la plus complète du département, fondé la fanfare, travaillé inlassablement à l'éducation, construit l'église. Il a consacré 9 de ses 49 ans à secourir tout le monde à Tierralta.

### POURQUOI L'ONT-ILS TUE ?

L'interprétation la plus commune, parmi les gens de Tierralta, c'est que ceux qui l'ont abattu étaient très probablement des paramilitaires à la solde de trafiquants de narcotiques de la région.

Mais, bien sûr, quand les autorités judiciaires ont procédé à l'enquête, personne n'avait rien vu, personne n'avait rien entendu. Parce que, en Colombie, seuls survivent les sourds, les aveugles et les muets. Parce que, faire une déclaration, c'est provoquer la sentence d'une mort inutile.

Peut-être l'objet du crime, sans qu'on puisse démontrer la chose, serait-il de terroriser l'action de l'Église catholique à Tierralta.

Les prêtres de la paroisse ont fourni un effort considérable en vue d'intégrer la prédication de la foi à



la promotion de la justice dans une région gravement affectée par les injustices sociales, par une grande concentration des terres dans les mains d'un petit nombre, par l'abandon de terres, par la présence du trafic des narcotiques, de la guérilla et des paramilitaires.

Cet effort prend la forme de programmes de santé, d'éducation, de formation de leaders et de professeurs. Collaboration avec les comités de défense des droits humains qui ont dû disparaître en raison de quelques menaces ou de l'assassinat de l'un de leurs membres. Travail conjoint avec des comités civiques de participation urbaine qui mettent en question les politiciens de la région. Attention constante aux travaux quotidiens de quelques paroisses. Aide aux religieuses pleines d'abnégation qui dirigent le collège Fe y Alegria. Entreprises communautaires en vue de créer des sources d'emploi. Visite constante aux sentiers étendus d'une paroisse plus grande que le département d'Atlantique. Recherches d'occasion de dialogue régional. Tout cela englobé dans un effort de collaboration pour enrayer les causes objectives et subjectives de la violence, au sein d'un programme pour la paix de la Compagnie de Jésus en Colombie.

Dieu veuille qu'on entende la demande de l'épiscopat colombien dans sa déclaration relative à la mort du père Sergio Restrepo: «Nous demandons aux autorités une enquête rapide qui mène à découvrir les auteurs d'un délit aussi exécrationnel et à assurer le juste châtement qu'ils méritent.»

# L'assassinat de soeur Teresita

Le 28 février 1989 dans la localité de Cristales, commune de San Roque, département d'Antioquia, cinq jeunes hommes descendent d'une jeep, se rendent à une boutique et demandent où est le curé du lieu. La dame de la boutique répond qu'il est absent. Les hommes lui demandent alors où est la religieuse qui s'occupe des certificats d'actes religieux; mais elle n'est pas là non plus. Deux des hommes se dirigent alors vers le collège. Arrivés dans l'établissement ils demandent : «La directrice est-elle là?» La réponse est négative. Ils ajoutent : «Est-ce qu'il y a une religieuse?» La personne de l'entrée leur répond affirmativement et conduit les deux hommes vers une religieuse en train de faire la classe. C'est soeur Teresita: ils vont l'assassiner quelques minutes plus tard. Elle n'avait que 42 ans .

Teresita, membre de la Compagnie de Marie, a travaillé à l'évangélisation en différents endroits, parmi les pauvres en priorité, dans le quartier Doce de Octubre de Medellin et dans le quartier El Bosque - un peuplement par occupation de terrains - de Barranquilla où elle est restée pendant près de huit ans.

Elle était arrivée à Cristales en 1987 et travaillait dans un collège d'enseignement secondaire qui permet à de jeunes ruraux de continuer leurs études grâce

à un foyer de jeunes pour les accueillir. Dès le début elle incarnait celle qui cherche à incarner Dieu (...) parmi ses frères les plus pauvres. Elle remplissait sa tâche sérieusement, toujours soucieuse d'améliorer les conditions d'existence. Elle rayonnait le don de soi total, désintéressé. Plusieurs fois par semaine, après le travail de la classe, elle se rendait dans les hameaux pour partager la vie des paysans. Sa simplicité et sa solidarité étaient proverbiales chez les plus pauvres, tout comme son souci de se mettre à la dernière place, de se faire oublier et de passer inaperçue.

Teresita a passé sa vie à faire le bien, y compris auprès de ses assassins qu'elle a reçus aimablement, avec lesquels elle a bavardé quelques minutes parce qu'ils venaient lui «demander un service». Elle a été assassinée à 11 H 20 du matin, en sortant de sa salle de classe où elle était allée chercher une feuille de papier pour répondre à la demande de ses tueurs.

Le sacrifice de Teresita s'inscrit dans le grand paradoxe de la

situation convulsive et déconcertante de notre pays, où le combat pour le bien commun est devenu une menace pour ceux qui y voient une atteinte à leurs intérêts personnels, et qui a provoqué des milliers de victimes dans toutes les couches sociales et intellectuelles. (Dial no 1389, 13 avril 89)

---

## Appel à la solidarité avec le peuple colombien!

C'est précisément pour faire face à cette situation qu'un groupe de personnes a décidé de former l'organisme «ACTION ET SOLIDARITE POUR LA COLOMBIE». Ce groupe vise à recueillir, organiser, créer les appuis solidaires nécessaires pouvant contribuer à la recherche de solution à la problématique colombienne actuelle. Le peuple colombien doit compter sur le travail d'un tel comité, sur celui des organisations internationales humanitaires et de défense des droits humains; sur l'appui également de toutes les communautés ethniques, de tous les colombien-ne-s et de tous ceux et celles qui aiment la justice sociale.

A l'heure actuelle, une délégation internationale de personnalités est en train de s'organiser. Cette délégation se rendra en Colombie afin de vérifier le processus de paix qui se déroule actuellement dans le pays. On sait en effet qu'il y a eu récemment des rapprochements entre le gouvernement et certains groupes armés en vue d'arriver à des accords de paix. Toute personne intéressée à faire partie ou à collaborer à ce projet est priée de contacter le comité, C.P. 214, Succ. Delorimier, Montréal, H2H 2N6

# Lobby auprès du gouvernement canadien

## SAUVEGARDER L'AIDE HUMANITAIRE AU SALVADOR

**Travail de pression politique auprès du Gouvernement canadien effectué par le Groupe Inter-agences de surveillance sur le Salvador**

Avec l'arrivée au pouvoir du parti d'extrême-droite ARENA, il y a recrudescence de la répression et des violations des droits humains. Les organisations humanitaires et les agences de développement salvadoriennes éprouvent de plus en plus de difficultés à faire leur travail auprès des populations les plus démunies. De plus, les ONG étrangères, dont les organisations canadiennes, éprouvent elles aussi des difficultés grandissantes à mener à bien leurs projets de développement. Elles font de plus en plus l'objet de tracasse-ries administratives, de harcèlement et de répression ouverte. Les ONG salvadoriennes ont donc lancé un SOS à leurs organisations-soeurs à travers le monde. Et,

«C'est en réponse à cet appel que des agences canadiennes, sur la base de leurs relations de longue date avec des agences salvadoriennes et de leur préoccupation pour cette région, ont mis sur pied le Groupe inter-agences de surveillance sur le Salvador.»

Ce groupe est une coalition d'organismes d'Eglises, d'agences de coopération et d'organisations de défense des droits humains. En font partie: le Comité inter-Eglises sur les droits humains en Amérique latine (dont Développement et Paix), Amnistie internationale, CUSO, Inter-Pares, Jesuit Center for Social Faith and Justice, Oxfam-Canada, Horizons d'Amitié, Latin American Working Group, Christian Task Force on Central America et le Comité chrétien pour la défense des droits humains en Amérique latine.

**Le Groupe inter-agences de surveillance sur le Salvador considère qu'il relève de leur responsabilité d'informer régulièrement le gouvernement canadien de cette situation et d'exercer auprès de lui les pressions nécessaires afin d'inciter nos responsables politiques canadiens à tout mettre en oeuvre pour non seulement protéger mais élargir l'espace politique dans lequel la société civile doit oeuvrer.**

Appuyé financièrement par le CCCI (Conseil canadien pour la coopération internationale) ce groupe inter-agences a engagé une personne pour rassembler et organiser les informations en provenance du Salvador et pour mettre en oeuvre le processus de «lobby politique» auprès du gouvernement canadien.

C'est ainsi que les 12 et 13 juin dernier, une délégation composée de représentant-e-s de cette coalition s'est rendue à Ottawa. En faisaient partie: - Mgr B. O'Brien et Mme Jane Maxwell du Comité inter-Eglises sur les Droits humains en Amérique latine.

- Rév. Richard Howard, S.J. Jesuit Refugee Service
- M. Roger Clark, Amnistie Internationale
- Mme Claudette Legault, Oxfam-Canada
- Mme Lorraine Guay, Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine
- Mme Barbara Zerter, Groupe inter-Agences de surveillance sur le Salvador.

Cette délégation a rencontré des représentant-e-s de l'ACDI, du Ministère des Affaires extérieures et des parlementaires des trois partis politiques membres du Comité permanent de la Chambre des Communes sur l'emploi et l'immigration. Un mémoire intitulé «Sauvegarder l'aide humanitaire au Salvador» a été remis à toutes les personnes rencontrées et a servi de base à la discussion qui a suivi.

Le Groupe se propose de rencontrer régulièrement, environ à toutes les six semaines, les responsables de la politique canadienne en Amérique centrale et plus particulièrement au Salvador (parlementaires, haut fonctionnaires, attachés politiques, responsables de programmes, etc.).

A chaque rencontre un mémoire sera soumis faisant état de la situation.

Ce mémoire sera également remis par la suite aux médias.

**Pour de plus amples informations sur le Groupe Inter-Agences de surveillance sur le Salvador, vous pouvez communiquer avec Mme Barbara Zerter au (514) 387-2541 ( FAX même numéro )**

Au Honduras cet été,

# Luc Gaudet est arrêté et détenu en prison

*Vous trouverez ci-joint un bref rapport sur l'arrestation et la détention récente d'un Canadien (Luc Gaudet) au Honduras. Depuis le retour de Luc au Canada, nous avons entamé un processus de relecture et d'analyse de l'événement afin de mieux comprendre ce qui est arrivé, d'en saisir les causes et d'identifier les implications que cela peut avoir sur notre travail de développement et de solidarité.*

*Comme d'autres groupes intéressés aux problématiques de l'Amérique centrale, nous pensons qu'il est important de partager cet épisode avec vous. Les objectifs de ce rapport sont les suivants:*

*1. présenter les faits reliés à l'arrestation, la détention et l'expulsion d'un Canadien visitant le Honduras;*

*2-examiner quels droits humains tels que protégés dans la Constitution hondurienne ont été violés dans ce cas précis (Source: Rapport annuel 1987 et 1988 du Comité pour la Défense des Droits humains du Honduras, CODEH);*

*3-réfléchir autour des questions-clés par rapport avec notre travail avec le Honduras, en considérant surtout que le cas de Luc n'est pas un cas isolé mais que cela arrive quotidiennement aux Hondurien-ne-s.*

*Nous apprécierons votre participation, commentaires ou expériences. A Montréal, nous espérons nous engager activement avec ceux et celles qui sont intéressé-e-s au Honduras et, à cet effet, nous organiserons une réunion bientôt.*

*En solidarité,*

*Les programmes internationaux du YMCA de Montréal*

## LES FAITS

Le 20 juillet dernier, Luc Gaudet, employé du YMCA de Montréal, a été détenu par les forces armées du Honduras. Il a été expulsé de ce pays le 26 juillet. Luc effectuait un séjour au Honduras qui devait durer sept semaines. Il avait quitté le Canada le 22 juin et planifiait revenir le 15 août. Initialement, il voyageait avec une autre Montréalaise, qui a quitté le Honduras le 15 juillet et est revenue au Canada le 20 juillet.

Ils étaient allé-e-s au Honduras pour un séjour d'études et de vacances afin d'explorer le pays. Tous deux étant engagés dans le théâtre, ils étaient donc intéressé-e-s à découvrir le type de travail théâtral élaboré au Honduras. Leur intérêt particulier était l'utilisation du théâtre dans la formation à la responsabilité. Le YMCA avait alloué du temps de travail à Luc pour développer ce champ d'intérêt puisque cela correspond à ses responsabilités d'employé. Le lendemain de son arrivée au Honduras, Luc s'était rendu en personne au Consulat canadien de Tegucigalpa, afin

de déclarer par écrit sa présence en territoire hondurien, la durée de son séjour, des numéros de téléphone en cas d'urgence, etc.

Au Honduras, les autobus et véhicules privés sont arrêtés régulièrement par les militaires et la police. Les passagers, tant honduriens qu'étrangers, se font vérifier leurs papiers d'identité. Le 20 juillet, Luc voyageait seul dans la région côtière de Puerto Cortes vers San Pedro Sula lorsque l'autobus dans lequel il se trouvait fut arrêté à deux reprises. La première fois, on ordonna à tous les hommes de descendre. Leurs papiers ont été vérifiés. Luc n'a eu aucun problème.

Au deuxième arrêt, au poste de sécurité du «Deuxième Commando Régional FSP (Forces de Sécurité publique) de Rio Blanco Cortes», tous les hommes ont encore été forcés de descendre de l'autobus. A ce moment, Luc a remarqué qu'un homme vêtu en civil filmait les passagers à la vidéo. Lorsqu'un officier vit le passeport de Luc, il l'envoya à un agent supérieur qui s'est identifié comme étant Señor Paz et se disait responsable de l'immigration. Ce dernier a

vérifié les documents de Luc, qui étaient tous en règle. Son visa de 30 jours était valide jusqu'au 22 juillet. Luc était en route pour Tegucigalpa en vue de demander le renouvellement de son permis de séjour. L'agent lui a ensuite demandé de voir ce que contenait le ceinturon de voyage que Luc portait. Luc fut amené à l'intérieur du poste de sécurité afin que les soldats puissent fouiller les deux sacs qu'il portait. L'officier d'immigration a ensuite dit que Luc ne devait être mis en contact avec aucun journaliste et fut envoyé dans la pièce arrière de l'édifice. Entre-temps, l'autobus dans lequel Luc voyageait avait repris le route. D'autres autobus et véhicules privés étaient arrêtés et fouillés continuellement. Les bagages de Luc ont été sortis et étendus dans l'arrière pièce. Les militaires ont arrêté leur attention sur la documentation qu'il portait, particulièrement sur deux revues culturelles qu'il avait achetées dans un magasin de San Pedro Sula et deux bulletins d'information contenant des articles sur le théâtre et la culture qu'on lui avait donnés dans ce même commerce.

Par la suite, même si on ne répondait pas à ses demandes de justification, Luc fut amené à bord d'un camion militaire aux côtés d'autres personnes détenues provenant d'autres autobus. Il fut le seul à être conduit à la DNI (Departamento Nacional de Investigación) de San Pedro Sula. Luc a été détenu dans une cellule solitaire du 20 au 26 juillet. A plusieurs reprises, il a invoqué son droit d'appeler le Consulat canadien ou un avocat mais on ne lui a jamais permis de le faire. Il a été interrogé cinq fois.

Finalement le matin du 26 juillet, il fut amené à l'aéroport de San Pedro Sula et mis dans le premier avion qui partait pour l'étranger. Il ne connaissait pas sa destination. On lui a dit qu'il était expulsé du pays mais qu'il pouvait revenir après 24 heures. On lui a remis tout l'argent qu'il portait au moment de son arrestation mais, durant le voyage entre le centre de détention et l'aéroport, l'agent d'immigration \* qui l'accompagnait a forcé Luc à signer deux chèques de voyage d'une valeur totale de \$100 US soit-disant pour payer les frais de sa détention. La plupart des effets personnels de Luc lui ont été rendus, incluant les deux revues et bulletins culturels. Cependant, les dirigeants de la DNI ont refusé de lui remettre son carnet personnel de voyage lui disant qu'il allait lui être expédié plus tard via le Consulat canadien. Luc n'a jamais été informé des raisons de sa détention ni de son expulsion. Il est arrivé à New Orleans le mercredi 26 juillet en après-midi et, de là, il a pris un vol le lendemain pour Montréal via Atlanta

Cet agent d'immigration que Luc a reconnu comme le même Senor Paz qui l'avait arrêté le 20 juillet, bien que celui-ci ne voulait l'avouer...

## LES DROITS DE LA PERSONNE

Lorsque nous revisons les détails de l'arrestation de Luc, plusieurs contradictions apparaissent évidentes entre les actions des autorités militaires et les droits constitutionnels dont ce sont dotés les Honduriens depuis janvier 1982.

### DROITS CIVILS ACCORDES PAR LA CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE

#### 1- Le droit à la liberté individuelle

La liberté individuelle est inviolable (article 69). Il ne peut y avoir ni détention ni arrestation sans le mandat écrit d'un juge compétent et sans la preuve qu'un crime ait été commis. De plus, lors d'un acte d'arrêt ou de détention, la personne doit être informée de ses charges et elle a le droit d'informer la personne de son choix de son arrestation (article 84)

La détention et l'isolement d'un individu par la police ne peuvent en aucun cas excéder les 24 heures autorisées par la Constitution, après quoi la personne doit être présentée à un juge compétent; donc la détention ne peut pas outrepasser la période judiciaire de six jours (article 71).

#### **Les faits dans l'arrestation et la détention de Luc**

Du moment de son arrestation, le jeudi 20 juillet à 13 hres, Luc n'a jamais été informé des accusations que l'on portait contre lui. Bien qu'il l'ait demandé à maintes reprises, il n'a jamais été informé de ses droits et on ne lui a jamais permis de communiquer avec un juge, un avocat, le Consulat canadien, un journaliste. Ses demandes répétées n'ont jamais été formellement refusées mais on ne leur a jamais donné suite. Complètement isolé du monde extérieur, Luc a été détenu incommunicado par la DNI du 20 au 25 juillet. La dernière nuit, on lui a dit que le département de l'immigration le prenait en charge.

#### 2- Le droit à l'intégrité personnelle (physique, psychologique et morale)

Selon la Constitution, c'est le droit de chaque personne de bénéficier de l'intégrité physique, morale et psychologique (Article 68). L'Etat est obligé de protéger l'intégrité personnelle, comme étant «la fin ultime de la société et de l'Etat» (Article 59), et que la Constitution ordonne qu'aucune personne ne soit soumise à «la torture ou autre punition ou traitements cruels, inhumains ou dégradants» (Article 68, paragraphe 2).

Toute personne ne devrait en aucun cas être forcée, par la violence ou la contrainte, de faire des déclarations. (Article 88).

## **Les faits dans l'arrestation et la détention de Luc**

Bien que Luc affirme n'avoir été victime d'aucune torture physique sur sa personne, il a été psychologiquement intimidé et manipulé lors des cinq interrogatoires qu'il a dû subir. Le deuxième interrogatoire, par exemple, s'est déroulé dans une salle isolée, fermée et en présence de trois individus qui n'ont pas voulu donner leurs noms. Ces derniers ont attiré l'attention de Luc sur divers instruments tels les menottes, la corde à pendre, le bâton de baseball, et il pouvait aussi voir les fils électriques.

Pendant sa détention, Luc a vu plusieurs prisonniers battus au bâton, et particulièrement le prisonnier de la cellule voisine revenir meurtri et ensanglanté de ses interrogatoires. En plus, Luc a partagé avec les autres prisonniers les conditions inhumaines et dégradantes de détention telles: aucune nourriture servie par la prison, accès à la toilette communautaire limité et contrôlé, pas de lit, cellules infestées de bestioles de toutes sortes, etc.

### 3- Le droit à la liberté de circulation et de résidence

L'article 81 de la Constitution protège la liberté de déplacement, la liberté d'entrer et de quitter le pays ainsi que la liberté d'établir résidence à l'intérieur du territoire national.

## **Les faits dans l'arrestation et la détention de Luc**

Tel que cité dans le rapport annuel 1988 du Comité de défense des droits humains au Honduras (CODEH) et tel que l'expérience de Luc le démontre, l'armée et la DNI organisent des opérations conjointes pour obliger les voyageurs utilisant les autoroutes à s'arrêter, à se soumettre à une vérification de leurs papiers d'identité, à se faire fouiller personnellement ainsi que leurs bagages, même sans leur consentement.

Durant son séjour, Luc a constaté une intensification des mesures dites de sécurité entreprises par les forces armées. Au début du séjour, aucun moyen de contrôle exceptionnel n'était exercé pour vérifier l'identité des individus voyageant dans les transports en commun. A partir du 13 juillet, les autobus étaient arrêtés et, montant à bord, les soldats examinaient les papiers de chaque personne. Une semaine plus tard, le 20 juillet, la méthode de contrôle était encore un cran plus serrée, plus intimidante: un même autobus arrêté deux fois sur un même trajet, la moitié des passagers qui doivent descendre, les fouilles, les arrestations, etc.

### **ET MAINTENANT ?**

Bien que le cas de Luc ait amené chez nous la réalité dramatique de la répression au Honduras, son

cas n'est pas unique. La violation des droits humains est courante, même quotidienne pour la population hondurienne. Tel que clairement documenté par les rapports annuels et spéciaux de CODEH, les droits fondamentaux tels que le droit à la liberté individuelle, à la vie, à l'intégrité personnelle, etc. sont systématiquement bafoués par les autorités et ceci, autant pour la population locale que pour les étrangers.

Le cas de Luc soulève un autre aspect de la réalité hondurienne. D'aucune façon Luc n'a commis de crime ou fait quoi que ce soit d'illégal qui ne respecterait pas la Constitution hondurienne. La raison officielle invoquée pour sa détention et son expulsion, communiquée récemment au gouvernement canadien était que Luc transportait de la «littérature guerilla». Cependant, les revues et les bulletins d'information qu'il transportait avaient été obtenus ouvertement dans un magasin et, de plus, lui ont tous été remis au moment de son expulsion du pays.

Quelle était la vraie raison de sa détention ? Nous pouvons seulement émettre l'hypothèse rationnelle que c'était pour les mêmes raisons qui font que les groupes de développement et de droits humains avec lesquels nous travaillons au Honduras sont sous surveillance constante et menacés de répression. Ces derniers ne sont pas des organismes «illégaux ou subversifs». Ils sont tous des groupes officiels financés et reconnus par des agences internationales, travaillant et fonctionnant légalement tel que stipulé dans la Constitution.

Le Honduras n'est pas un pays très bien connu et ne reçoit pas l'attention médiatique du El Salvador ou du Guatemala, toute limitée soit-elle. Et pourtant, la répression dirigée envers les organisations travaillant avec les pauvres, les femmes, etc. est sévère. Cela ne changera pas tant que nous ne reconnaitrons pas la réalité du Honduras. Quelques questions apparaissent donc évidentes:

1- Quelle devrait être notre priorité dans notre travail de solidarité et de développement ?

2- Pouvons-nous mieux nous organiser ici au Canada afin d'organiser nos actions communes par rapport au Honduras ?

3- Comment le gouvernement canadien perçoit-il le Honduras ? Est-ce que la relation officielle, incluant le modèle et le montant d'aide accordé au Honduras, est appropriée ?

4- Comment pouvons-nous mieux agir pour briser le silence qui entoure le Honduras ?

**Vos idées et vos commentaires sont les bienvenues. Communiquez avec nous au YMCA de Montréal. Tel: 849-5331**

# Va-et-vient au Comité...

• **Un exemple d'amour pour les pauvres et de solidarité avec le peuple colombien.** Nicole Leduc et Lorraine Guay ont rencontré en juillet dernier Rita Arseneault, une religieuse des Petites Soeurs de l'Assomption et dont toute la vie a été consacrée à cheminer avec les opprimé-e-s, en particulier de Colombie. Courage, détermination, constance, simplicité voilà quelques-unes des valeurs qui marquent la vie de cette femme remarquable. Sa lecture de l'Évangile rejoint tous ceux et celles qui, ici comme en Amérique latine, ont mis leur espérance dans la libération des opprimé-é-s. Sa volonté farouche de poursuivre son engagement, malgré la maladie, malgré l'éloignement de son peuple «d'adoption» constitue pour nous une source d'inspiration.

• **Salvador** La campagne unitaire d'appui au peuple salvadorien se poursuit. Une vente de garage est organisée par le Comité Montréal-Salvador le 16 septembre prochain au 5408 Esplanade (276-4793) au profit de cette campagne. Si vous avez des objets dont vous voulez vous débarrasser, appelez-nous ! Mais n'oubliez pas de venir en racheter ... Une façon utile et agréable de faire du travail de solidarité !

• **Concertation sur la problématique des droits humains** L'acharnement avec lequel certains États violent systématiquement les droits humains à travers le monde et ce, malgré les diverses chartes de protection de ces mêmes droits, appelle une concertation de plus en plus «serrée» des organismes de défense des droits humains. C'est ce que se propose de faire le Réseau canadien de promotion des droits humains. Barbara Zerter a assisté à une rencontre de ce Réseau en juin dernier. Au niveau du Québec, une rencontre a également eu lieu entre divers groupes préoccupés par cette problématique. Le Comité chrétien se veut actif au sein de ces regroupements. Nous vous tiendrons au courant !

• **Raymonde Fortier et Jean Robitaille ont participé cet été à Managua à la huitième Rencontre Internationale de solidarité Oscar**

**Romero.** Ayant pour thème La solidarité : exigence historique, exigence évangélique!, les 350 délégué-e-s à cette rencontre ont pu réfléchir et discuter de la situation spécifique de l'Amérique centrale et du défi d'unité des pauvres d'Amérique latine. Au cours de ces deux semaines passées au Nicaragua, nos deux représentant-e-s de la Coalition Romero ont pu apprécier le processus révolutionnaire en marche depuis dix ans. Le prochain numéro du Caminando traitera d'une manière toute spéciale de la situation au Nicaragua et présentera un rapport complet de cette rencontre de solidarité.

• **Charlotte Leduc, snjm, membre du groupe de travail du Comité chrétien qui anime notre Réseau d'urgence a visité cet été les «batayes» en République Dominicaine,** ces régions à la frontière d'Haïti où les travailleurs haïtiens vivent réellement dans des conditions d'esclavage. Charlotte est aussi déléguée du Comité chrétien à la nouvelle Coalition québécoise pour l'abolition de l'esclavage des Haïtiens en République Dominicaine. Le plan de travail de cette coalition prévoit lancer cet automne un appel à la population québécoise afin de boycotter le tourisme si florissant en République Dominicaine. Ces pressions visent à exiger du gouvernement dominicain qu'il respecte les normes minimales de travail telles que prescrites par le Bureau international du Travail.

• **Le 15 juillet dernier, un groupe de religieuses de la communauté des Soeurs-des-Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie** organisaient une rencontre de travail sur la problématique des droits humains. Désirant affiner leur travail de solidarité dans une perspective de défense et de promotion des droits humains, elles ont étudié par une belle journée d'été les meilleurs moyens d'organiser efficacement le travail de solidarité ici au Québec autant que dans les pays du Sud. Suzanne Loïse de l'Entraide missionnaire et Jean Robitaille du Comité chrétien ont eu le plaisir de participer à cette rencontre organisée par Denise Girard.

# Sommaire

Pourquoi parler de l'Argentine?.....	2
L'Argentine en effervescence .....	3
Pleure, pleure Argentine .....	6
Coupable d'avoir aimé .....	8
L'honneur perdu des évêques argentins .....	11
Le bon voisin est de retour .....	12
Les droits humains: nouveau champ de bataille Nord/Sud .....	15
Le Vatican impose son ordre .....	18
La Colombie en déroute .....	20
Ils ont tué l'ami de tous .....	21
L'assassinat de soeur Teresita .....	22
Sauvegarder l'aide huamnitaire au Salvador .....	23
Luc Gaudet est arrêté et détenu en prison au Honduras .....	24
Va-et-vient .....	27

Le **Caminando** est le bulletin du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine. Il est publié cinq fois par année.

Adresse: 25 Jarry O., Montréal, Québec, H2P 1S6

Téléphone: (514) 387-2541; nous avons maintenant un FAX dont le numéro est le même que notre numéro de téléphone.

**Ont collaboré à ce numéro:** Nancy Burrows, Lorraine Guay, Claude Lacaille, André Leclerc, Nicole Leduc, Madeleine Perrault, Jean Robitaille, Aline Sarrazin et le YMCA de Montréal.

**Prochain numéro du Caminando: Numéro spécial sur le Nicaragua.**

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec

**Voici un coupon pour vous abonner au Caminando ou pour abonner un-e ami-e:**

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

Abonnement (5 numéros par année): 10\$ au Canada et 12\$ à l'étranger